

Table des matières

01	Politique agricole suisse: plus efficace, mais pas encore assez compétitive « <i>Examen des politiques agricoles de l'OCDE: Suisse</i> »	2
02	Financement: les PME suisses sont bien loties « <i>Financing SMEs and Entrepreneurs 2015: An OECD Scoreboard</i> »	3
03	Renforcer l'économie de marché et l'Etat de droit « <i>Etude économique de la Chine 2015</i> »	4
04	Le transport aérien en pleine expansion « <i>Perspectives des transports FIT 2015</i> »	5
05	Atteindre les objectifs de l'agenda post-2015 « <i>States of Fragility 2015</i> »	6
06	Recettes fiscales à la hausse en Amérique latine « <i>Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2015</i> »	7
07	Tour d'horizon sur la Suisse et l'OCDE « <i>OCDE 360</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

01. Politique agricole suisse: plus efficace, mais pas encore assez compétitive «Examen des politiques agricoles de l'OCDE: Suisse»

Le rapport de l'OCDE «*Examen des politiques agricoles de l'OCDE - Suisse 2015*» analyse les réformes de la politique agricole accomplies au cours des deux dernières décennies et la compétitivité globale du secteur alimentaire suisse. Dans l'ensemble, l'OCDE évalue positivement les réformes menées depuis 1993. L'efficacité de la politique agricole en résulte améliorée, grâce à une baisse des coûts supportés par la société, la diminution des distorsions du marché et les effets positifs sur l'environnement.

Toutefois, l'OCDE recommande à la Suisse de poursuivre sa lancée et de mettre en œuvre d'ultérieures réformes afin d'améliorer durablement la compétitivité de son secteur agricole (voir figure ci-dessous). Elle propose notamment de réduire les restrictions au commerce ainsi que de limiter le niveau du soutien agricole aux agriculteurs, dont le volume est tel que les signaux du marché influent de moins en moins sur les décisions de production. Dans ce contexte, il est suggéré d'inscrire l'organisation des paiements aux agriculteurs dans un système à deux vitesses, ce qui présenterait au moins deux principaux avantages. D'une part, un mécanisme de paiements directs différenciés garantirait la fourniture de biens et de services répondant aux attentes de la société, telles que la préservation des paysages cultivés et de la biodiversité (notamment pour l'agriculture de colline et de montagne). D'autre part, les

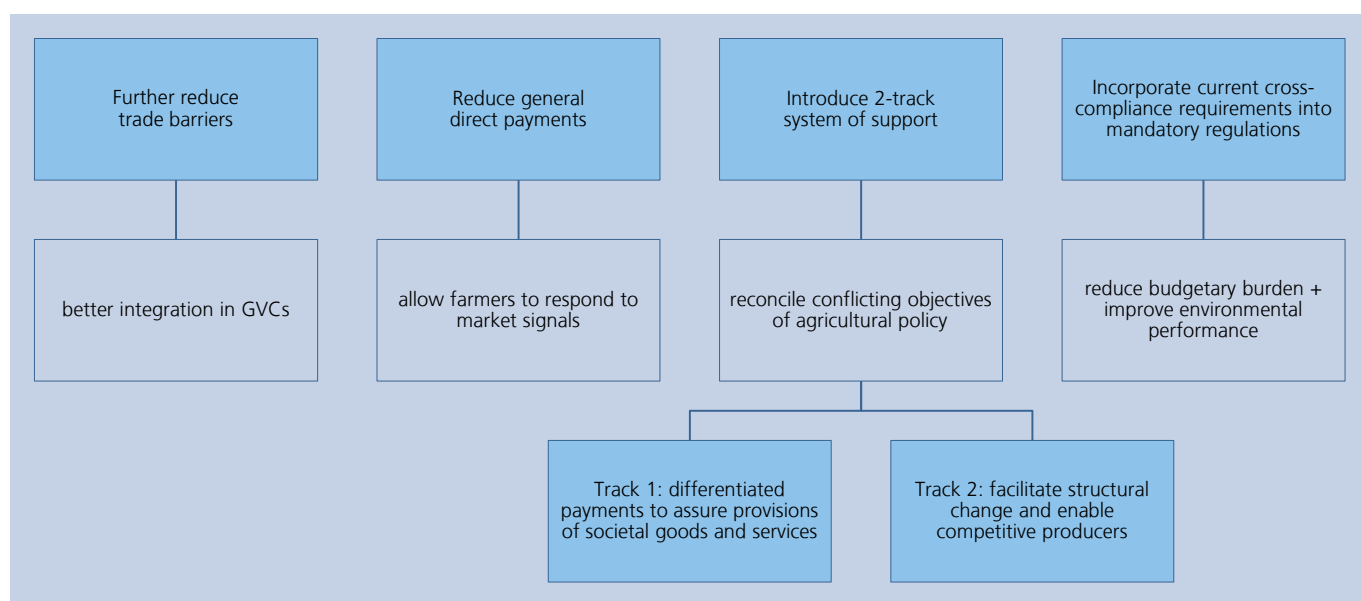
producteurs potentiellement compétitifs (principalement dans les régions de plaine) pourraient disposer d'une marge de manœuvre plus importante afin d'optimiser leur production et répondre aux signaux du marché.

Le rapport confirme également que l'industrie agro-alimentaire suisse dispose d'une position relativement solide vis-à-vis de ses principaux concurrents de l'UE. Ceci est notamment vrai dans le domaine de la transformation des matières premières non agricoles (eau) ou étrangères (café, cacao). La transformation de la viande et du lait provenant principalement de la production locale reste toutefois peu concurrentielle à l'échelle internationale. L'OCDE estime qu'abaisser le coût des intrants et valoriser l'image de marque des produits suisses aux yeux des consommateurs serait probablement plus viable que de protéger le secteur contre la concurrence.

L'expérience positive de l'ouverture du marché suisse du fromage à la concurrence de l'UE depuis 2007 et l'élimination des quotas laitiers en 2009, montrent que le secteur agricole est capable de s'adapter. D'après l'OCDE, le fait de mieux aligner les prix agricoles entre la Suisse et l'UE entraînerait pour les consommateurs des gains supérieurs aux pertes des agriculteurs et des contribuables.

> Table des matières

Policy recommendations: more market orientation and fulfilling societal demands



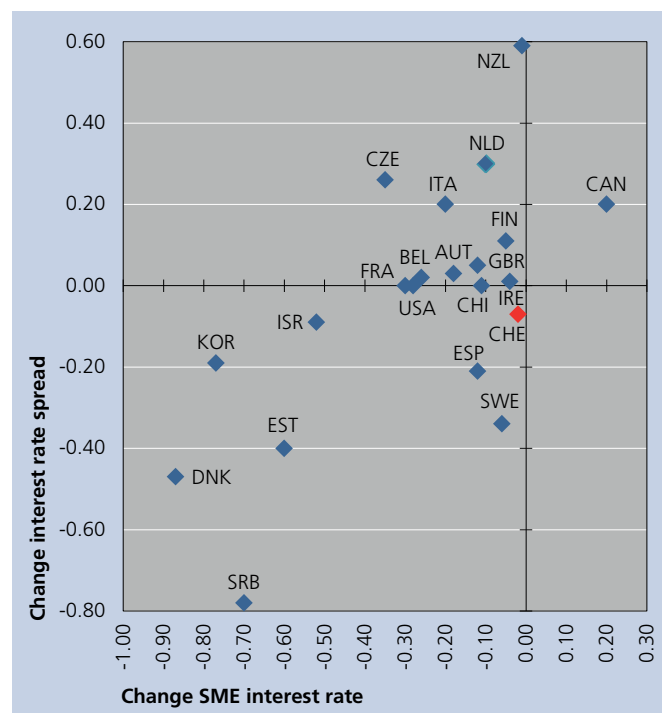
02. Financement: les PME suisses sont bien loties «Financing SMEs and Entrepreneurs 2015: An OECD Scoreboard»

L'OCDE s'est intéressée au financement des PME plus particulièrement depuis l'avènement de la crise financière de 2008, crise qui a provoqué une détérioration marquée du crédit aux PME. L'OCDE a fait des efforts considérables afin d'harmoniser les données provenant des différents pays membres. «Financing SMEs and Entrepreneurs 2015», le quatrième rapport de cette série, présente l'avantage d'avoir un recul de quelques années sur cette question.

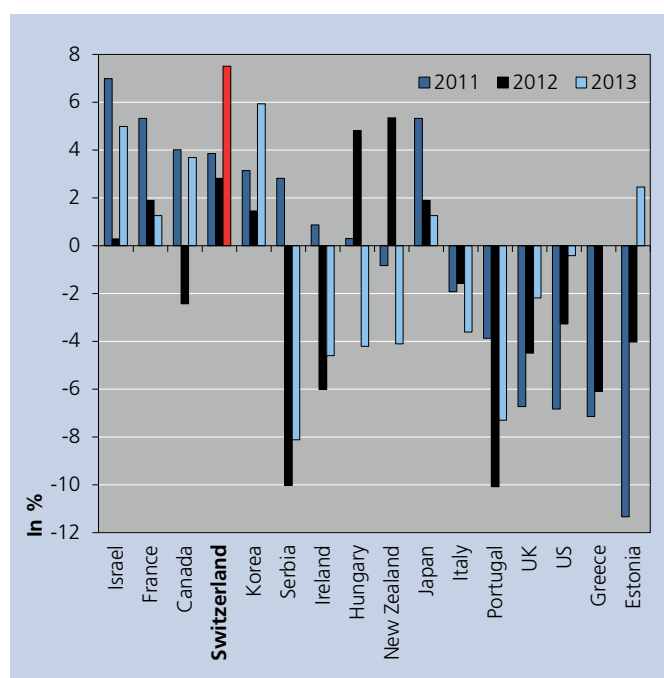
Les résultats publiés pour 2013 montrent que le financement des petites entreprises est resté difficile dans une majorité des pays examinés (34 dans cette édition du rapport, dont 5 non-membres). Toutefois, une certaine amélioration est à relever, dans la mesure où les délais de paiement se sont raccourcis dans un grand nombre de pays participants. La comparaison des données nationales indique que le crédit aux PME en Suisse s'est très bien développé ces dernières années, enregistrant même le meilleur score parmi les pays de l'OCDE en 2013 (voir graphique ci-dessous), ainsi que sur la période complète 2007-2013.

Cette étude souligne également que, en Suisse, les crédits aux PME sont, dans plus de 70% des cas, accompagnés d'une garantie. Seuls la Slovaquie et le Portugal

Trends in SME nominal interest rates and interest rate spreads: 2012-13



Trends in outstanding SME loans 2011-13



connaissent des proportions supérieures. Une autre caractéristique helvétique est la très grande stabilité des taux. Du fait que notre pays n'a pas connu de crise de financement des PME, les taux et leur dispersion n'ont que très peu varié ces dernières années tandis que de nombreux pays ont enregistré une forte hausse des taux si bien que le retour à la normale s'est traduit par un net recul des taux et de leur dispersion (voir graphique ci-dessus).

L'OCDE a fait œuvre de pionnier dans ce domaine et va poursuivre ses efforts à la demande notamment du G-20 qui considère le crédit aux PME comme un élément essentiel. Pour la Suisse, il est important de poursuivre cette collaboration. Il lui sera vraisemblablement nécessaire d'améliorer encore ses outils statistiques, notamment dans le domaine des crédits «non performants», qui font l'objet d'une attention toute particulière de l'analyse de l'OCDE.

> Table des matières

03. Renforcer l'économie de marché et l'Etat de droit «Etude économique de la Chine 2015»

Selon la nouvelle étude économique de l'OCDE, la première - ou selon les calculs, celle qui s'apprête à devenir la première - économie du monde doit se préparer à une croissance moins forte dans les années à venir. Le vieillissement de la population s'accroîtra (voir graphique), non sans lien avec la politique de l'enfant unique. Ceci aura des conséquences sur le niveau d'épargne, très élevé jusqu'à présent, qui avait permis les hauts taux d'investissement et de croissance qui avaient caractérisé les années passées.

L'OCDE identifie un potentiel moteur de croissance dans l'urbanisation: en effet, une migration de 100 millions de résidents ruraux vers les villes est attendue d'ici à 2020. Les services publics et la couverture sociale devraient ainsi être renforcés pour la population qui vit déjà dans ces villes. Le développement du secteur des services devrait aussi contribuer à stimuler la croissance.

Les prévisions de croissance à court terme ont été revues à la baisse: de 7.1% à respectivement 7% pour 2015 et 6.9% en 2016. Ce taux est toutefois plus que suffisant pour continuer à rattraper les pays industrialisés – surtout si ceux-ci poursuivent leur croissance rampante de ces dernières années. Le défi sera de réussir à maintenir un certain élan qui permette de réduire les déséquilibres économiques et sociaux, sans que cela comporte un choc d'ajustement trop important, qui pourrait enfoncer le pays dans une crise.

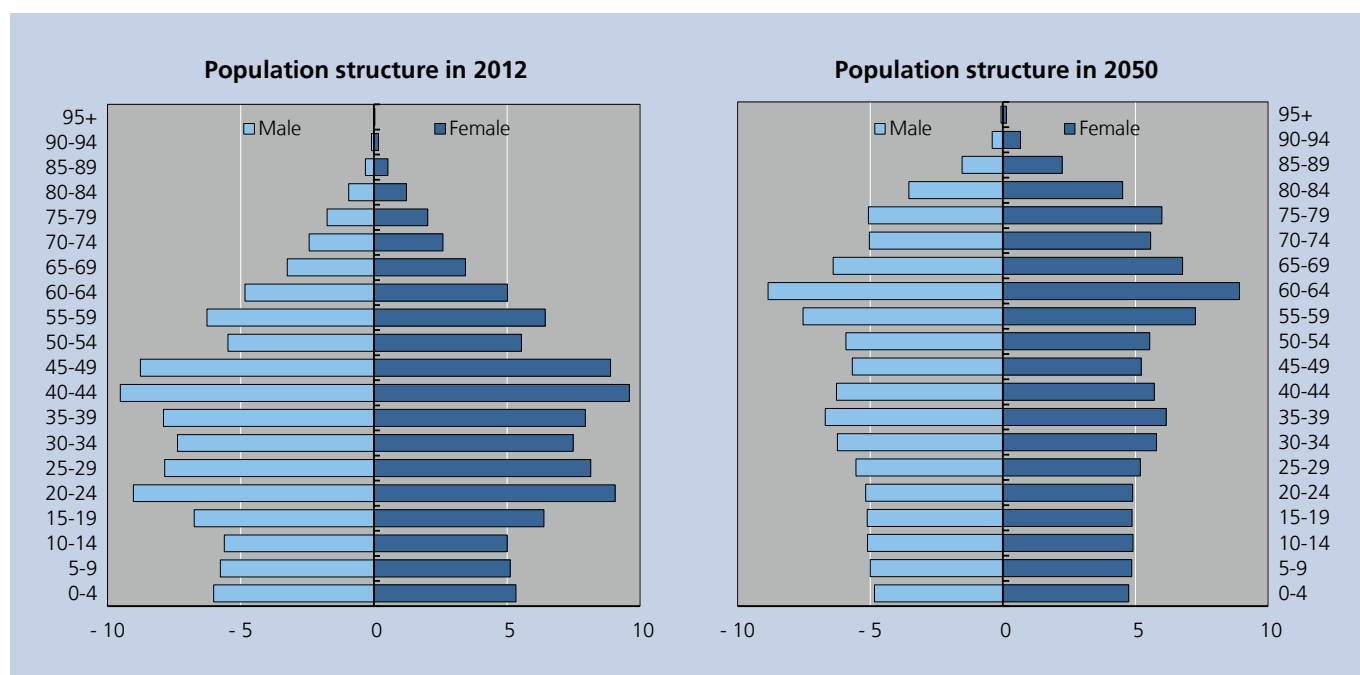
L'OCDE se déclare très optimiste quant à la réussite de ce processus de transformation. La réduction des déséquilibres serait en marche, les risques contrôlables et un freinage trop brusque devrait pouvoir être évité. Un certain nombre de risques sont toutefois identifiés, notamment dans l'immobilier et dans l'industrie lourde. De surcroît, la situation de la dette au niveau sub-étatique reste très opaque: davantage de transparence dans ce domaine serait nécessaire.

L'Organisation recommande aussi d'investir davantage dans la formation, afin de renforcer la capacité d'innovation et de réussir la transition vers une société davantage orientée vers les services. De plus, elle souligne qu'il serait souhaitable de donner davantage de droits de propriété aux agriculteurs, un élément considéré comme central dans le cadre d'une réforme de la politique agricole. Dans certaines branches de l'industrie il y aurait d'importantes surcapacités, qui pourraient être réduites seulement avec la disparition des garanties pour les entreprises publiques. Toutes les entreprises devraient pouvoir accéder au marché avec les mêmes chances.

Afin que les réformes réussissent, il faudrait ainsi que la Chine poursuive sur sa voie vers davantage d'économie de marché et d'Etat de droit.

> Table des matières

China's rapidly ageing population



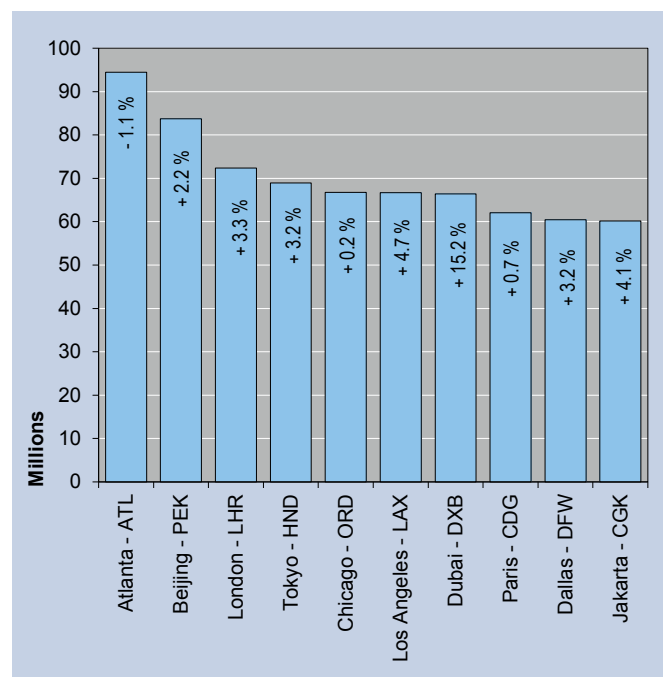
04. Le transport aérien en pleine expansion «Perspectives des transports FIT 2015»

Selon une récente publication du Forum International des Transports (FIT), la dernière décennie n'a pas été des plus faciles pour le transport aérien. En effet, les attentats du 11 septembre 2001 ont provoqué de fortes incertitudes au niveau mondial, ce qui s'est reflété en une chute de la demande. A cela s'est ajoutée la crise économique mondiale, qui a causé une diminution du pouvoir d'achat des potentiels consommateurs et a ainsi provoqué des difficultés financières pour les compagnies aériennes du monde entier.

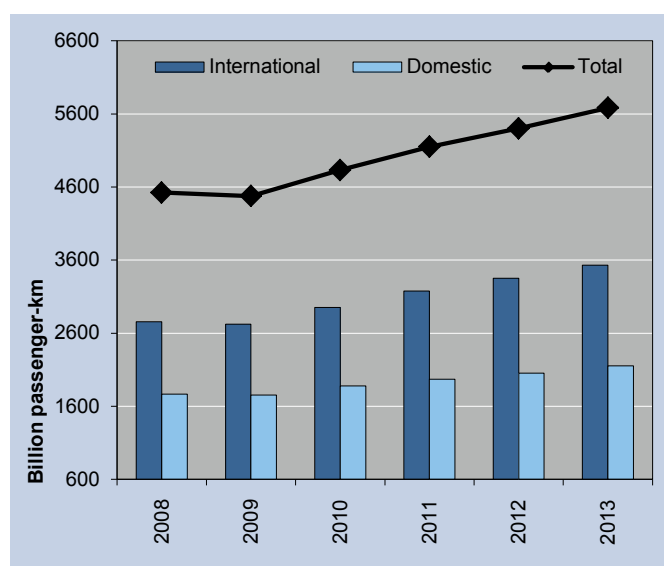
Depuis 2010, et ce en dépit de l'éruption volcanique qui a eu lieu cette année-là, on constate toutefois une tendance à la hausse. En 2011, le nombre de passagers-kilomètre (PKM) a enregistré une augmentation de 6.6%, dépassant pour la première fois le seuil des 5000 milliards. En 2012 et 2013, malgré les conditions difficiles liées au prix du carburant et à la faible performance de l'économie mondiale, le volume des passagers a augmenté de 5%, atteignant 5830 milliards PKM en 2013 (voir graphique ci-dessous).

Il n'est pas surprenant de constater que les plus grandes poussées ont été enregistrées non pas dans les marchés occidentaux, déjà bien établis, mais plutôt dans les économies en plein essor. Les grands aéroports du Proche-Orient, en particulier les plaques tournantes d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, ont connu une augmentation parti-

Top 10 busiest airports in 2013 (number of passengers and % change over previous year)



World air passenger traffic



culièrement élevée de passagers (+12% en 2014). Ceci est lié aux transactions commerciales avec d'autres régions en pleine croissance, telle que l'Afrique. Pour ce qui est du trafic intérieur, les taux de croissance les plus élevés ont été comptabilisés en Chine (+11.7%) et en Russie (+9.6%). A titre comparatif, le marché intérieur le plus important, les Etats-Unis, qui à lui seul enregistre un trafic de 900 milliards PKM, a seulement augmenté de 1.9% en 2013.

En ce qui concerne le volume de passagers, les 10 aéroports les plus importants du monde ont transporté à eux seuls 700 millions de personnes en 2013 (voir graphique ci-dessus). Dubaï, avec une augmentation de 15%, a ainsi dépassé l'aéroport Charles de Gaulle dans le classement. Tous les pronostics tablent sur une augmentation du nombre de passagers, avec un taux de croissance moyen annuel de 4.8% entre 2013 et 2017. Avec de tels chiffres, ce secteur ne semble devoir se préoccuper ni des perspectives sur le court terme, et vraisemblablement pas non plus de l'évolution sur le long terme.

> Table des matières

05. Atteindre les objectifs de l'agenda post-2015 «States of Fragility 2015»

Depuis 2005, l'OCDE publie chaque année un rapport au sujet des «Fragile States», rapport qui cette année, pour la première fois, a inversé son titre, devenant «States of Fragility». L'objectif de cette étude est d'analyser les flux financiers, en particulier en ce qui concerne les fonds de développement, dans les pays affaiblis et touchés par des conflits.

Certainement au moins à partir de la publication du «World Development Report» en 2011 au sujet de «Conflit, Sécurité et Développement», la Banque mondiale, qui revendique le leadership dans ce domaine, a commencé à encourager une approche multidimensionnelle de la fragilité. Le rapport de l'OCDE s'inscrit dans la lignée de cette approche: celui-ci essaye tout d'abord d'identifier des indicateurs pour les six dimensions de fragilité énumérées dans le rapport de synthèse du Secrétaire-général de l'ONU, pour ensuite classer 50 Etats fragiles selon leurs résultats.

Cette clé de lecture globale, qui peut en principe être utilisée pour tous les pays, s'oriente aussi vers les objectifs de l'agenda post-2015, notamment les objectifs 1 (lutte contre la pauvreté) et 16 (sociétés inclusives), mais aussi l'interdépendance des dimensions «violence», «état de droit», «institutions efficaces», «bases économiques» et «résistance à la

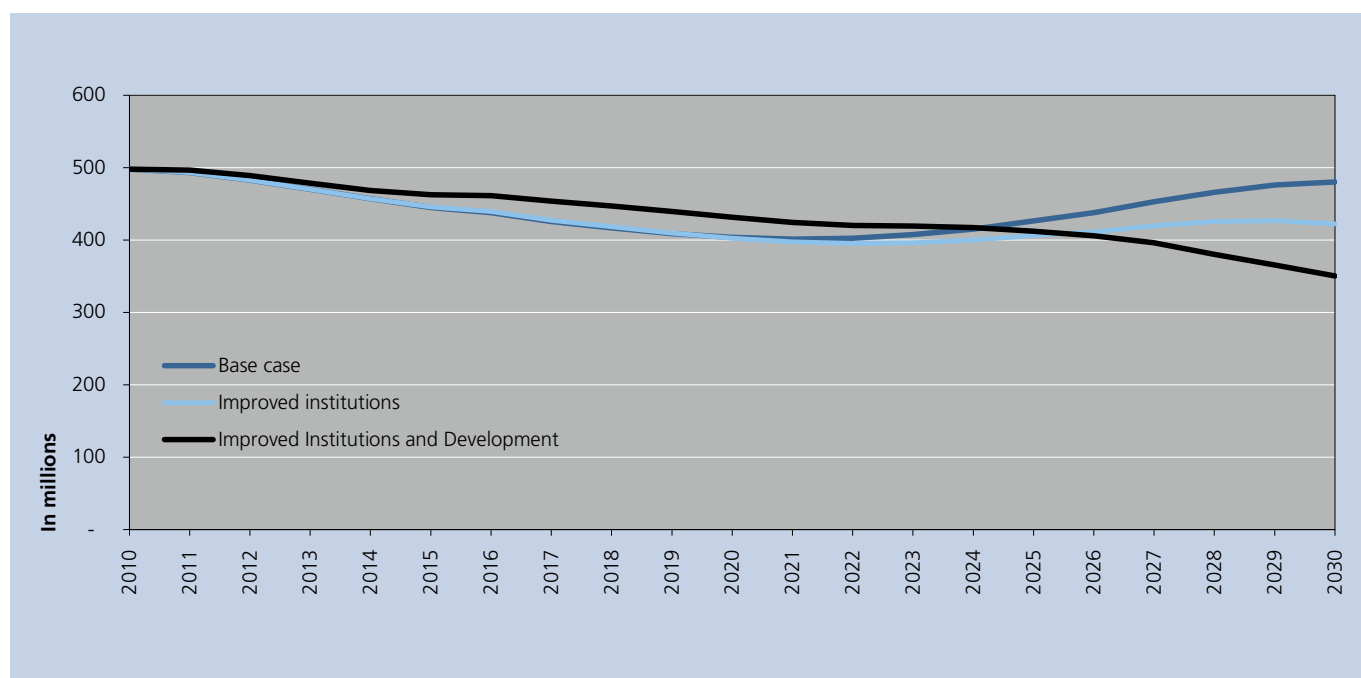
crise». En effet, la mise en œuvre de l'objectif 1 ne peut être réaliste que si les Etats fragiles enregistrent des progrès importants dans ces domaines pertinents.

Trois scénarios illustrent cela. D'abord «business as usual» (les réformes et le développement institutionnel stagne), ensuite «modérément optimiste» (le développement des institutions avance et les conflits intra-étatiques s'affaiblissent) et enfin le «best-case» (les institutions se développent bien, ce qui a des effets secondaires positifs). Le graphique représente les résultats des différents scénarios. Dans tous les cas, la proportion des pauvres qui vivent dans des Etats fragiles, augmentera de 43% aujourd'hui à 62%.

Les trois scénarios nous donnent une idée de ce à quoi on pourrait raisonnablement s'attendre d'ici à 2030. Dans le meilleur des cas, la proportion de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté dans les Etats fragiles reculera de plus de 40% aujourd'hui jusqu'à 19%, tandis que dans le scénario de base «business as usual», seulement jusqu'à 25%. En valeur absolue cela signifie qu'il y aura soit 351, soit 480 millions de personnes qui vivront dans la pauvreté absolue.

> Table des matières

Number of people living below the USD 1.25/day poverty line in fragile states



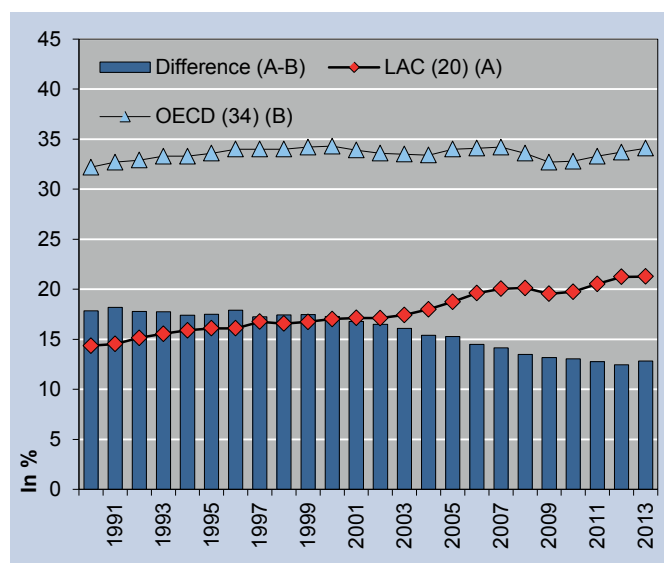
06. Recettes fiscales à la hausse en Amérique latine «Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean (LAC) 2015»

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) occupent une place de plus en plus importante au sein de l'OCDE. Après l'ouverture de la valse par le Mexique, qui est devenu le premier pays membre de cette région du monde en 1994, le Chili a aussi adhéré à l'Organisation en 2010. La Colombie et le Costa Rica, actuellement pays candidats, pourraient adhérer à l'organisation dans les années à venir, sous condition d'accomplir les réformes qui leur sont demandées. Depuis 2007, le Brésil est aussi devenu un «partenaire clé» de l'Organisation.

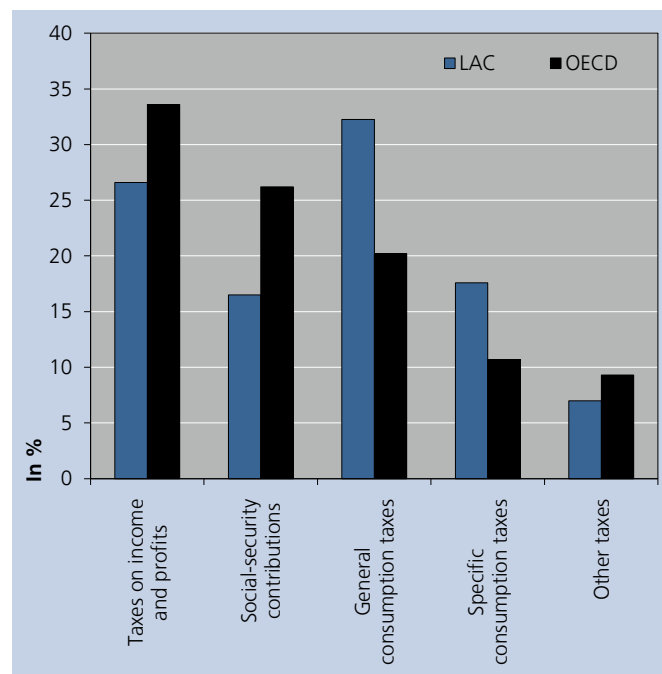
Mais comment se classent les pays de cette région en matière de recettes fiscales, un des domaines phares du travail de l'Organisation? Cet aspect est particulièrement intéressant à analyser, car la levée de l'impôt est une des fonctions régaliennes de l'Etat et peut être un indicateur utile de l'efficacité d'une administration. La publication «*Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2015*», propose une analyse comparative des recettes fiscales des pays de la région, d'un point de vue aussi bien quantitatif que qualitatif.

Le premier constat est qu'en un peu plus de vingt ans (1990-2013) le ratio entre les recettes fiscales et le PIB a considérablement augmenté (voir graphique ci-dessous). En effet, si en 1990 les recettes fiscales représentaient en moyenne seulement 14.4% du PIB, en l'espace de 23 ans ce ratio s'est sensiblement accru, et atteint aujourd'hui 21.3%. Cette évolution témoigne des réformes qui ont été

Total tax revenues as percentage of GDP, 1990-2013



Tax structures, 2012



mis en œuvre aussi bien en matière de la structure que des méthodes de collecte de l'impôt. Derrière ces données encourageantes se cachent toutefois des situations assez hétérogènes. En effet, ce ratio fluctue entre un minimum de 13% au Guatemala et un maximum de 35.7% au Brésil. Les progrès depuis 1990 sont aussi très variables: si le Brésil est parvenu à augmenter ce ratio de près de 20 points, le Venezuela a enregistré une diminution de 4 points au cours de la même période. De manière générale, un écart important entre la moyenne des pays de l'OCDE (34.1%) et des pays d'ALC (21.3%) demeure. Toutefois, on relève aussi d'importantes différences parmi les pays de l'OCDE. Les deux extrêmes sont représentés par le Danemark (48.6%) et le Mexique (19.7%), tandis que la Suisse se situe en dessous de la moyenne OCDE (27.1%).

La composition des recettes fiscales est aussi très variable. La TVA a par exemple un poids bien plus important dans les pays d'ALC que de l'OCDE (32.2% contre 20.2%). La proportion de l'impôt sur le revenu et sur le profit ainsi que des contributions en matière de sécurité sociale est par contre bien supérieure dans les pays de l'OCDE (voir graphique ci-dessus).

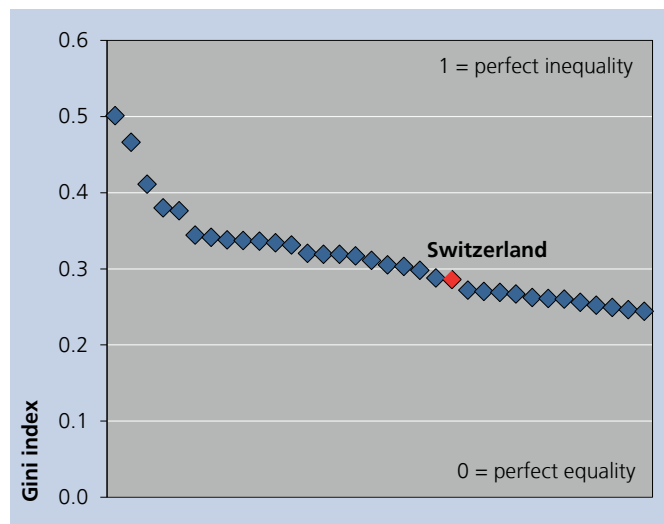
> Table des matières

07. Tour d'horizon sur la Suisse et l'OCDE «OCDE 360»

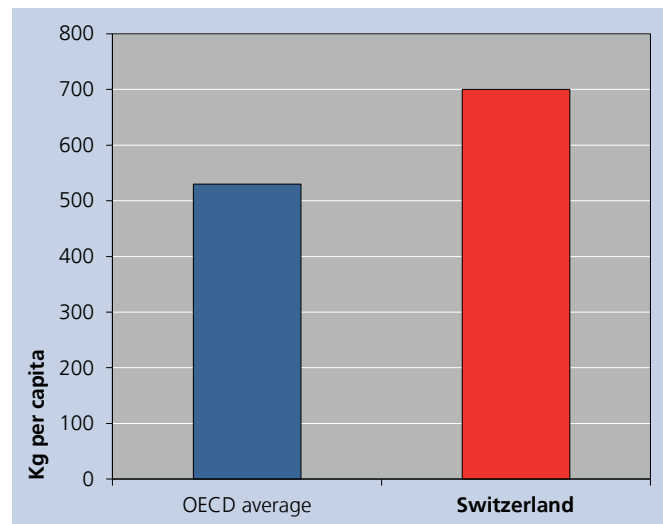
Souhaiteriez-vous mieux connaître les domaines de travail de l'OCDE ou les missions qu'accomplit la Délégation suisse près l'OCDE? Êtes-vous curieux de découvrir comment se classe la Suisse par rapport aux autres pays membres de l'Organisation, dans des domaines aussi variés que l'imposition, les inégalités ou la santé?

La nouvelle publication «OCDE 360: Suisse 2015», préparée sur mesure pour les lecteurs suisses, a le mérite de répondre à toutes ces questions en un seul volume. En effet, cette publication présente de façon synthétique non seulement le rôle de la Délégation suisse, mais aussi les missions de l'Organisation et les nombreux thèmes sur lesquels elle travaille, comme l'éducation, l'emploi, les inégalités, la croissance économique ou encore l'agriculture. De plus, elle propose de nombreuses comparaisons entre le classement de la Suisse et des autres pays de l'OCDE, dans les différents domaines de travail de l'Organisation, le tout illustré grâce à des supports graphiques très parlants. Les résultats de ces comparaisons correspondent souvent à

Income inequality, 2012 or earlier



Municipal waste, 2012



nos attentes, mais peuvent parfois aussi nous surprendre. On découvre ainsi par exemple que la Suisse est le 13ème pays le moins inégal (sur 34) parmi les pays de l'OCDE (voir graphique ci-contre), que ses citoyens ont le niveau global de satisfaction le plus élevé ou encore qu'elle est le 7e pays le mieux classé en ce qui concerne la part d'énergies renouvelables dans la production d'électricité. Par contre, fait moins glorieux, la Suisse produit par exemple chaque année 700 kg de déchets par personne contre une moyenne OCDE de seulement 530 kg (voir graphique ci-dessus). Enfin, la publication présente aussi le «Better Life Index», qui permet de visualiser et de comparer de nombreux facteurs essentiels au bien-être des citoyens dans les différents pays de l'OCDE à travers un outil interactif. En une cinquantaine de pages seulement, cette publication offre donc un tour d'horizon très complet sur la Suisse et l'OCDE.

> Table des matières

09. Autres publications

«*The ABC of Gender Equality in Education : Aptitude, Behaviour, Confidence*»

Paris, 5 mars 2015

«*Taxing Wages 2015*»

Paris, 14 avril 2015

«*Lutter contre la consommation nocive d'alcool*»

Paris, 12 mai 2015

«*In It Together - Why Less Inequality Benefits All*»

Paris, 22 mai 2015

«*Skills Outlook 2015*»

Paris, 27 mai 2015

10. Calendrier OCDE

OECD/USCIB International Tax Conference 2015

Washington, 10-11 juin 2015

3ème Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises

Paris, 18-19 juin 2015

Assemblée générale des Nations unies: Réunion de haut niveau sur les changements climatiques

Paris, 29 juin 2015

Women's Forum Meeting

Milan, 29-30 juin 2015